



Marché public de Travaux

MAIRIE D'ERGUE-GABERIC

3 Place Louis Le Roux

29500 ERGUE-GABERIC

Tél. : 02.98.66.68.00

AMENAGEMENTS DE COMMERCE

BAR (B1)

PLACE FRANCOIS BALES A ERGUE-GABERIC

Date et heure limites de réception des offres électroniques :

Le mercredi 22 mai 2024 à 12 heures 00

Règlement de consultation

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

SOMMAIRE

ARTICLE PREMIER : OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION **4**

- 1.1 Objet de la consultation
- 1.2 Mode de passation
- 1.3 Type et forme de contrat
- 1.4 Décomposition de la consultation

ARTICLE 2 : CONDITIONS DE LA CONSULTATION **5**

- 2.1 Délai de validité des offres
- 2.2 Forme juridique du groupement
- 2.3 Variantes libres
- 2.4 Prestations supplémentaires éventuelles

ARTICLE 3 : LES INTERVENANTS **6**

- 3.1 Maîtrise d'œuvre
- 3.2 Contrôle technique
- 3.3 Sécurité et protection de la santé des travailleurs

ARTICLE 4 : CONDITIONS RELATIVES AU CONTRAT **7**

- 4.1 Durée du contrat ou délai d'exécution
- 4.2 Modalités essentielles de financement et de paiement

ARTICLE 5 : CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES **8**

ARTICLE 6 : PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES **8**

- 6.1 Documents à produire
- 6.2 Présentation des prestations supplémentaires éventuelles

ARTICLE 7 : CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS **12**

- 7.1 Transmission électronique
- 7.2 Transmission sous support papier

ARTICLE 8 : EXAMEN DES CANDIDATURES ET DES OFFRES **14**

- 8.1 Sélection des candidatures
- 8.2 Analyse des offres

- 8.3 Suite à donner à la consultation
- 8.4 Analyse des candidatures
- 8.5 Attribution du marché

ARTICLE 9 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

16

- 9.1 Adresses supplémentaires et points de contact
- 9.2 Procédures de recours

ARTICLE PREMIER OBJET ET ETENDU DE LA CONSULTATION

1.1 *Objet de la consultation*

La présente consultation concerne : **les travaux d'aménagement d'un commerce, Bar (B1), situé Place François Balès à Ergué-Gabéric.**

Décrit aux cahiers des charges administratives et techniques particulières

Lieu d'exécution : Place Louis Le Roux – 29500 ERGUE-GABERIC.

1.2 *Mode de passation*

La procédure de passation utilisée est la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L.2123-1 et R.2123-1 2° du Code de la Commande Publique.

1.3 *Type et forme de contrat*

Il s'agit d'un marché ordinaire.

1.4 *Décomposition de la consultation*

Les prestations sont réparties en 7 lots, définis comme suit :

LOT N°	DESIGNATION
1	GROS-ŒUVRE
2	CLOISONS – DOUBLAGES – FAUX-PLAFOND
3	MENUISERIES INTERIEURES
4	REVETEMENTS DE SOLS
5	PEINTURE
6	VENTILATION – PLOMBERIE-SANITAIRE
8	SERRURERIE

Chaque lot fera l'objet d'un marché.

Les candidats ont la possibilité de soumettre des offres à tous les lots.

1.5 *Nomenclature communautaire*

LOT N°	DESIGNATION	CODE CPV 1	CODE CPV 2
1	GROS-ŒUVRE	45223220-4 Travaux de gros-œuvre	

LOT N°	DESIGNATION	CODE CPV 1	CODE CPV 2
2	CLOISONS – DOUBLAGES – FAUX-PLAFONDS	45324000-4 Travaux de pose de plaques de plâtre	45421146-9 Mise en place de plafonds suspendus
3	MENUISERIES INTERIEURES	45421000-4 Travaux de menuiserie	
4	REVETEMENTS DE SOLS	45430000-0 Revêtement de sols et de murs	45432100-5 Travaux de pose de revêtements de sols
5	PEINTURE	45442100-8 Travaux de peinture	
6	VENTILATION – PLOMBERIE SANITAIRE	45331210-1 Travaux d'installation de ventilation	45330000-9 Travaux de plomberie
8	SERRURERIE	44316500-3 Serrurerie	

ARTICLE 2 CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1 Délais de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date limite de réception des offres électroniques.

2.2 Formes juridique du groupement

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché. Cependant, le mandataire du groupement sera obligatoirement solidaire des membres du groupement.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements, dans un même lot.

2.3 Variantes libres

Les variantes libres sont autorisées.

2.4 Prestations supplémentaires éventuelles

Sans objet.

ARTICLE 3 LES INTERVENANTS

3.1 Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par :

ARCHIPÔLE URBANISME ET ARCHITECTURE – Agence de Quimper

64 avenue de Keradennec

29000 QUIMPER

Tél. : 02 98 10 25 00

Mail : fcornichet@archipole.fr

Structure

AUAS Ingénierie

Agence Quimper

78, avenue de Keradennec

29000 QUIMPER

Tél. : 02 98 90 34 12

Mail : caubry@auas.fr

Economie

AUAS Ingénierie

Agence Quimper

78, avenue de Keradennec

29000 QUIMPER

Tél. : 02 98 90 34 12

Mail : smauras@auas.fr

BET Fluides

BECOME 29

54, impasse de Trélivalaire

BP 82

29392 QUIMPERLE

Tél. : 02 98 39 06 97

Mail : become29@become29.com

3.2 Contrôle technique

Le contrôle technique est assuré par :

APAVE

12 allée Claude Dervenn

29000 QUIMPER

Tél : 02 98 10 09 08

Mail : vanessa.lebras@apave.com

3.3 Sécurité et protection de la santé des travailleurs

La mission de coordination sécurité et protection de la santé pour cette opération de niveau I sera assurée par :

APAVE

12 allée Claude Dervenn

29000 QUIMPER

Tél : 02 98 10 09 08

Mail : david.cuadro@apave.com

ARTICLE 4 CONDITIONS RELATIVES AU CONTRAT

4.1 Durée du contrat ou délai d'exécution

Le délai d'exécution des prestations est fixé au CCAP et ne peut en aucun cas être modifié.

4.2 Modalités essentielles de financement et de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au CCAP, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

ARTICLE 5 CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le règlement de Consultation (RC)
- L'acte d'engagement propre à chaque lot (AE)
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) pour chacun des lots
- La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) pour chacun des lots
- Les prescriptions particulières communes
- Le CCAG Travaux (décret du 30/03/2021 modifié)
- Les plans de la cellule commerciale
- Le tableau de localisation des finitions

Il est disponible gratuitement à l'adresse électronique suivante :

<https://marches.megalis.bretagne.bzh/>

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

ARTICLE 6 PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Le pouvoir adjudicateur applique le principe « *Dites-le nous une fois* ».

Conformément à l'article R.2143-13 du Code de la commande publique, « les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve que l'acheteur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition

d'informations administré par un organisme officiel ou un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit ».

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

6.1 Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique.

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Une lettre de candidature (DC1)	NON
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L.2141-1 à L.2141-5 du Code de la commande publique	NON
Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionné aux articles L.5212-1 à L.5212-11 du Code du travail	NON

· **Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :**

Libellés	Signature
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles	NON
Preuve d'une assurance pour les risques professionnels	NON

· **Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise**

Libellés	Signature
Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années	NON
Liste des travaux <u>similaires</u> exécutés au cours des cinq dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les plus importants (indiquant le montant, l'époque, le lieu d'exécution, s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés à bonne fin)	NON
Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services ou de conduite des travaux de même nature que celle du contrat	NON

Pour présenter leur candidature, les candidats peuvent utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat). Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr.

Un Document Unique de Marché Européen (DUME), rédigé en français, pourra être remis par le candidat, chaque cotraitant et chaque sous-traitant en lieu et place :

- De la déclaration sur l'honneur attestant qu'il ne fait pas l'objet d'une des interdictions de soumissionner telles que définies aux articles L2141-1 à L2141-12 du Code de la commande publique,
- Des documents et renseignements demandés par le pouvoir adjudicateur aux fins de vérification de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles du candidat.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

· **Pièces de l'offre**

Libellés	Signature
L'acte d'engagement (AE) et ses annexes : à compléter	NON OBLIGATOIRE MAIS CONSEILLEE
La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF) pour tous les lots : cadre à compléter dans le format d'origine (Excel)	NON OBLIGATOIRE MAIS CONSEILLEE
Un mémoire justificatif des dispositions que l'entreprise se propose d'adopter pour l'exécution du contrat	NON

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous- traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

La signature électronique n'est plus requise lors du dépôt de l'offre. Cependant, il vous est conseillé de vous munir de la signature électronique (certificat) facilitant, par la suite, la signature du marché entre le pouvoir adjudicateur et le candidat attributaire.

6.2 Présentation des prestations supplémentaires éventuelles

Les candidats présenteront un dossier général « Prestations supplémentaires éventuelles » comportant un sous-dossier pour chacune de ces prestations. Chaque prestation sera chiffrée dans l'acte d'engagement, en complément de l'offre de base.

ARTICLE 7 CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS

Conformément aux articles L.2132-2, R.2132-2, R.2132-4 à R.2132-6 du Code de la commande publique, la transmission des plis par voie électronique est obligatoire pour cette consultation.

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

7.1 Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://www.megalis.bretagne.bzh>

En revanche, la transmission des documents sur support physique électronique (CD-ROM, CL2 USB...) n'est pas autorisée.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé USB) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée.

Elle est ouverte dans les cas suivants :

- Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique,
- Lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante :

MAIRIE de ERGUE-GABERIC

3 Place Louis Le Roux

29500 ERGUE-GABERIC

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

Les plis transmis sous cette forme sont horodatés par la plate-forme :
<https://www.megalis.bretagne.bzh>

Les opérateurs économiques doivent donc prendre toute disposition afin que leurs plis soient réceptionnés (et non envoyés) avant les date et heure limites indiquées en page de garde du présent Règlement de la consultation. Tout pli qui parviendrait après sera considéré comme hors délai.

Signature des plis électroniques :

- Il est possible pour les candidats de ne pas signer leur offre. Seule l'offre retenue sera signée électroniquement. Il sera demandé au candidat attributaire de se munir

d'un certificat électronique. Ce ne sont que dans des cas particuliers, expressément autorisés par le Maître d'ouvrage, que l'offre sera rematérialisée.

Les candidats sont invités à privilégier le format de signature électronique PADES (Format de signature qui intègre directement le jeton de signature dans le fichier PDF). Cela facilitant les échanges de fichier une fois le marché notifié et, notamment avec le titulaire, la Préfecture, la trésorerie.

L'outil de signature proposé par la plateforme Mégalis vous permettra de signer facilement vos documents dans ce format.

7.2 Transmission sous support papier

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

ARTICLE 8 EXAMEN DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

8.1 Sélection des candidatures

Conformément à l'article R.2161-4 du Code de la Commande publique, le pouvoir adjudicateur décide d'examiner les offres avant les candidatures.

8.2 Analyse des offres

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L. 2152-1 à L. 2152-4, R. 2152- 1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres. Sur la base des critères énoncés ci-dessous, l'offre économiquement la plus avantageuse sera celle qui obtiendra la note sur 100 la plus élevée.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière ou inacceptable pourra être régularisée pendant la négociation. En revanche, toute offre inappropriée sera éliminée.

Après négociation, toute offre demeurant irrégulière pourra être régularisée dans un délai approprié.

La régularisation d'une offre pourra avoir lieu à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Critères	Pondération
1 – Valeur technique de l'offre (insuffisant 5 points, suffisant 10 points, très satisfaisant 15 points par critère)	60 points
1-1 – Moyens humains et matériels affectés à la réalisation des prestations objet du marché	15 points
1-2 – Méthodologie organisationnelle du chantier	15 points
1-3 – Fiches techniques des matériaux mise en œuvre	15 points
1-4 – Gestion du planning du chantier	15 points
2 – Prix des prestations Le calcul de la note est réalisé selon la formule suivante : Note financière = 40 * (prix de l'offre moins disante recevable) / (Prix de l'offre analysée)	40 points

8.3 Suite à donner à la consultation

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de procéder à une éventuelle négociation sur la partie technique et/ou financière.

8.4 Analyse des candidatures

En application de l'article R.2144-3 du Code de la commande publique, seules les pièces du candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché seront vérifiées.

L'insuffisance de capacité ou l'absence de compléments dans le délai imparti entraîne le rejet de la candidature et le choix de l'offre classée immédiatement après celle écartée, sous réserve de la mise en œuvre de la même procédure de vérification.

8.5 Attribution du marché

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire, après vérification de la candidature et production des certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

ARTICLE 9 RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

9.1 Adresses supplémentaires et points de contacts

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <https://www.megalis.bretagne.bzh>

Cette demande doit intervenir au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres.

Une réponse sera alors adressée à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.

9.2 Procédure de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif de Rennes
3 Contour de la Motte
CS 44416
35044 RENNES CEDEX
Tél : 02 23 21 28 28
Télécopie : 02 99 63 56 84
Courriel : greffe.ta-rennes@juradm.fr

Il est désormais possible de déposer une requête de façon dématérialisée devant le Tribunal Administratif de Rennes via le site : <https://www.telerecours.fr>

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

- Référé précontractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat.

- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA.
- Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme (le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du contrat).
- Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :

Tribunal Administratif de Rennes

Hôtel de Bizien

3 Contour de la Motte

CS 44416

35044 RENNES CEDEX

Tél : 02 23 21 28 28

Télécopie : 02 99 63 56 84

Courriel : greffe.ta-rennes@juradm.fr